

une surcharge de 3 p. 100 sur les prêts afin d'inciter les emprunteurs à respecter leurs obligations.

Des voix: Quelle honte!

M. McCurdy: Voici ma question au ministre: peut-il expliquer comment cette surcharge va encourager les étudiants à rembourser leurs prêts?

L'hon. Gerry Weiner (secrétaire d'État du Canada et ministre d'État (Multiculturalisme et Citoyenneté)): Monsieur le Président, l'avenir du pays repose sur les étudiants.

Des voix: Bravo!

M. Weiner: C'est justement pourquoi le premier ministre donne tant de priorité à l'éducation.

Des voix: Bravo!

M. Weiner: Monsieur le Président, nous sommes fiers de ce que nous avons accompli jusqu'ici.

Une voix: Oui, monsieur.

M. Weiner: Depuis 1984-1985, nous avons doublé le budget du Programme canadien de prêts aux étudiants, lequel est passé d'environ 200 millions à plus de 400 millions. Malheureusement, la dette, le nombre de défaillants a plus que triplé au cours de la même période. Il fallait donc analyser la situation pour trouver des moyens de payer une partie des coûts administratifs de cet endettement. Les modestes frais administratifs remboursés quand l'étudiant a terminé ses études et travaille régulièrement ne semblaient pas être un obstacle insurmontable si on considère que l'éducation est une responsabilité que se partagent les deux paliers de gouvernement, les parents et les étudiants eux-mêmes.

• (1450)

M. le Président: Le député de Windsor—Sainte-Claire.

M. McCurdy: Monsieur le Président. . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je suis convaincu qu'en posant sa question supplémentaire, le député de Windsor—Sainte-Claire se dissociera clairement de la scène dont nous venons d'être témoins.

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, aucun député à la Chambre ne peut sérieusement s'imaginer que j'aie pu, d'une manière ou d'une autre, être responsable de. . .

Questions orales

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Les producteurs de lait du Québec et du Canada sont inquiets. Est-ce que l'offre canadienne qui a été déposée au GATT est prête à les rassurer?

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Sociétés et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, effectivement, la position que le Canada a déposée lundi au GATT. . . J'ai rencontré personnellement les dirigeants agricoles québécois au cours de la journée de lundi et j'ai constaté dans les journaux, ce matin, que la plupart des organismes agricoles québécois, tout comme les organisations agricoles canadiennes, se sont déclarés favorables à la position canadienne au GATT. Nous sommes conscients que cette position en est une qui est balancée, équilibrée, qui représente les intérêts de tous les agriculteurs canadiens. Je suis d'autant plus fier que le Canada pourra compter sur l'appui de l'ensemble des agriculteurs canadiens pour défendre leurs intérêts à Genève.

Des voix: Bravo!

* * *

[Traduction]

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE

M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire): Monsieur le Président, je me suis dégagé de toute responsabilité dans ce qui s'est passé à la tribune. J'attends qu'un député d'en face se dégage de toute responsabilité face au comportement des ministériels.

M. le Président: Je prie le député de poser sa question.

M. Shields: Nous ne vous croyons pas, Howard.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Le député aiderait la présidence en posant sa question.

M. McCurdy: Monsieur le Président, la Fédération canadienne des étudiants a protesté contre les frais supplémentaires de 3 p. 100. Le propre comité consultatif du gouvernement sur l'aide financière aux étudiants a aussi désapprouvé ces frais.